

## Préambule au CE Siège du 21 mars 2017

Le mouvement est toujours en cours sur les plateaux et régie du Siège en dépit de quelques avancées laborieusement obtenues dans les négociations.

L'inspection du travail va entrer dans la danse sur la question des amplitudes et du TTE. Ce sera l'occasion de l'informer de la dégradation des conditions de travail provoquée par les nouvelles organisations du temps de travail en janvier dernier, du déséquilibre entre vie personnelle et vie professionnelle que cela implique, des tensions, du stress, de l'augmentation des arrêts maladie.

A la lecture de l'ordre du jour de ce CE de mars, on remarque surtout les points manquants...

Lors de la dernière séance, les élus ont dû forcer la direction pour que l'on débâte de l'avenir de Géopolis, qui va être amputé de près de la moitié de ses effectifs pour pallier l'insuffisance de moyens de Franceinfo:

Mais quand va-t-on parler des EVN dont la réorganisation est en cours, de Télématin dont les salariés ont une épée de Damoclès suspendue au-dessus de la tête, de la refonte en cours des organigrammes des rédactions, de la fusion des services JRI, société, reportages ?

Les monteur-se-s de Télématin sont les seuls, lors de la bascule vers Adobe qui a eu lieu le 27 février, à n'avoir personne en sur-effectif pour les aider en cas de difficultés alors qu'un référent est prévu pour toutes les autres éditions. Interpellée sur cette question par les salariés la direction a eu cette ré-

ponse glaçante :

*“ comme vous allez disparaître... ”.*

La direction poursuit sa grande réorganisation en coulisse, sans mener le nécessaire débat contradictoire avec les élus, avec pour seule boussole, les 500 ETP qu'il faut absolument supprimer d'ici 2020 via le non remplacement d'un départ en retraite sur deux.

Dans tous les services, la chasse aux ETP est ouverte. Peu importe les conséquences sur les conditions de travail, la santé des salariés, le surmenage et la qualité de l'antenne.

La direction ne peut ignorer les dommages causés par cette réorganisation permanente. Les personnels n'arrivent plus à suivre, ils sont désorientés, les cadres ont l'impression d'être sur un siège éjectable, et les CDD vivent dans la crainte du chômage.

A certains d'entre eux, notamment les CDD réguliers des EVN qui ont plusieurs années de collaboration derrière eux, on a annoncé que dès les premiers jours d'avril, leur employeur serait Pôle Emploi.

La CGT appelle la direction à ses responsabilités sociales. Nous n'accepterons pas que les problèmes budgétaires de France télévisions se règlent sur le dos des plus faibles et plus fragiles : les salariés précaires.

Nous vous demandons de leur trouver une solution d'emploi et leur intégration au sein des services.

Paris, le 21 mars 2017